

Crise Sociale **par Marisol TOURAINÉ**

Depuis des mois déjà, la crise sociale s'est installée, larvée d'abord avec les premières remontées du taux de chômage et l'alerte qu'a constituée l'envolée du chômage des intérimaires, ouverte désormais avec la multiplication des plans sociaux et la systématisation du recours au chômage technique. Présentant ses vœux aux forces vives, N. Sarkozy a joué l'apaisement envers les organisations syndicales, en déclarant que notre système de protection sociale jouerait le rôle d'« amortisseur » social. Spectaculaire renversement de perspective, insuffisamment relevé, de la part de celui qui n'a cessé de dénoncer le caractère inhibiteur (de la croissance, de la responsabilité,...) des politiques sociales.

Pour autant, **la droite est loin de s'être convertie à l'idée qu'un système social protecteur est un atout**. Le plan de relance du Gouvernement, non seulement fait l'impasse sur la relance de la demande, ce qui à défaut d'être cohérent avec sa pensée économique l'aurait été avec la campagne présidentielle de N. Sarkozy (sur le pouvoir d'achat), mais laisse de côté toute mesure d'aide directe à l'emploi. On entend un discours hybride, qui à la fois invoque la force du système social français par temps de crise et en brocarde le coût et les effets négatifs pour la compétitivité française.

Cette crise marque un coup d'arrêt au processus engagé de remise en cause dans le discours de notre modèle de protection sociale et d'assurance collective. Pour autant, cela ne se traduit pas par un renforcement de ces systèmes mais par leur fragilisation, leur seule gestion étant devenue financière: d'un côté, on creuse le déficit (baisse des cotisations), de l'autre on gère en fonction des ressources, sans se préoccuper des besoins (flagrant dans la crise hospitalière).

1) Nous ne sommes qu'au début de la crise sociale, qui va produire des effets à retardement tout au long des prochains mois (entre 18 et 24).

Evidemment, **la question de l'emploi redevient première**, y compris par-rapport à celle du pouvoir d'achat : la violence de la crise a comme anesthésié les revendications des salariés, qui sont prêts au compromis salarial en échange du maintien de leur emploi. Je ne reviens pas sur les chiffres du chômage. Je ne crois cependant pas que la question de l'emploi se résume à celle de son maintien; **la qualité du travail** en France est un sujet trop vite écarté. Il faut dénoncer les CDD et autres contrats précaires mais au-delà se pencher sur la violence actuelle des rapports sociaux dans le monde du travail, violence que la crise risque de renforcer. Enfin, ce nouveau défi de l'emploi repose la question de la pérennité de notre système de protection sociale à travers le sujet de l'emploi des « **seniors** » (+ 55 ans) sans lequel il est vain de prétendre atteindre l'équilibre des régimes de retraite. Or, en la matière seules les politiques actives d'accompagnement des carrières ont donné des résultats (Japon, Finlande, Suède), ce que la France ne fait pas et ne sait pas faire.

Deuxième sujet de préoccupation sociale : **l'augmentation des poches de pauvreté**. Le RSA ne jouera pas son rôle d'incitation à la reprise d'un emploi (puisqu'il n'y a plus de travail) et il sera très difficile d'en évaluer l'effet actif de lutte contre la pauvreté. Au prix d'une charge nouvelle pour les conseils généraux, cette prestation risque de se limiter au versement d'une allocation et aidera, ce qui est positif, les détenteurs d'emplois à temps partiel (tout en favorisant ce temps partiel, ce qui est moins positif). Le débat sur les « pauvres » n'est pas achevé : nous faisons comme si la pauvreté était si résiduelle que le montant des minima sociaux devrait nécessairement rester bas. S'il est nécessaire de conserver un caractère incitatif à la reprise d'une activité, **le niveau très bas des minima sociaux en France (par-rapport au reste de l'Europe) mérite selon moi d'être posé**. Il n'y a pas consensus à gauche sur ce point.

Troisième sujet de préoccupation : **la multiplication des situations de surendettement**, partiellement explicables par la crise, mais qui renvoie aussi à la logique même de notre économie ces dernières années. Quelle position adopter ?

Enfin (mais ma liste n'est malheureusement pas exhaustive) **les perspectives offertes aux jeunes se sont de nouveau brutalement dégradées**, alors qu'elles étaient déjà plus négatives dans notre pays que dans la plupart des autres pays européens (Grèce exceptée). Les jeunes diplômés vont rencontrer des difficultés pour se faire embaucher : on retrouve le symétrique des difficultés rencontrées par les seniors. Là encore, seules des politiques actives de gestion de la pyramide des âges dans les entreprises peuvent avoir un impact. On peut sans doute réfléchir aux politiques de formation initiale des jeunes (cela suppose de s'intéresser à l'efficacité des universités françaises et de se demander si le refus de toute évolution de l'enseignement supérieur n'est pas purement et simplement catastrophique.). Reste ensuite à trouver des débouchés aux jeunes sortis du système scolaire sans diplôme. Là encore, une partie de la réponse se trouve dans l'adaptation du système scolaire. Mais on ne fera pas l'économie (dans tous les sens du terme) d'un soutien qui devra aussi être financier, à des jeunes laissés à eux-mêmes. Je suis pour ma part convaincue que le non versement d'une allocation de solidarité aux moins de 25 ans (sauf lorsqu'ils sont parents) au motif louable de ne pas les inscrire d'emblée dans un parcours d'assistance (argument utilisé dans le débat RSA et qui aboutit à une discrimination à l'égard des jeunes, puisqu'un salarié de – 25 ans ne pourra percevoir d'allocation différentielle alors que son collègue de 26 ans, lui, y aura droit, avec le même emploi et le même salaire) aboutit à redoubler les inégalités et à enkyster dans la pauvreté ceux qui n'ont pas de soutien familial actif.

Tous les sujets évoqués sont d'autant plus douloureux que la mise en place de politiques adaptées coûte cher, au-delà de ce que notre économie est en mesure de supporter. Nous payons là, en temps de crise, l'absence de refondation de nos politiques sociales par temps de croissance.

2) Les socialistes, me semble-t-il, devraient viser un triple objectif :

- **distinguer clairement ce qui relève d'une politique conjoncturelle de soutien social d'une politique structurelle de refonte de notre système social**, qui a besoin d'être modernisé pour rester efficace. La crise appelle des réponses sociales immédiates, à la fois pour aider financièrement les Français concernés (PPE et revalorisation des minima sociaux) et limiter la montée du chômage (création d'emplois aidés, encadrement des plans sociaux, soutien aux intérimaires...). Le débat sur ces réponses suppose notamment que l'on clarifie la question des Français à aider : je plaide pour qu'on ne concentre pas les dispositifs d'aide (et le discours politique) en direction des seuls plus pauvres. La société française ne compte pas d'un côté des exclus, de l'autre des gens aisés. On voit revenir en force l'inquiétude des (petites) classes moyennes, qui se sentent les oubliées des politiques publiques.

Sur le plan structurel, on mesure aujourd'hui l'inadaptation des politiques actives de formation et de reconversion existantes. La mise sur pied d'une véritable sécurité sociale professionnelle s'impose (reste à en définir les contours précis). Enfin, est posée la question du degré d'inégalités acceptables dans notre société : on ne pourra les réduire significativement sans toucher aux situations de Français qui, pour être aisés, ne sont pas riches pour autant et relèvent souvent de notre électorat. De même, nous vivons avec l'idée qu'il est normal que le déroulement d'une carrière s'accompagne d'une augmentation des salaires. Les pays du Nord de l'Europe ne partagent pas cette conviction (écart de salaire entre le début et la fin de carrière deux fois plus faible que chez nous), ce qui leur permet plus facilement d'obtenir leurs objectifs d'emploi et seniors par exemple ou de réduction de la pauvreté. Jusqu'à quel degré d'égalitarisme sommes-nous individuellement et collectivement prêts à aller ?

- **se réapproprier l'idée de l'efficacité sociale**, qui doit recouvrir à la fois le constat que certains dispositifs ont plus de résultats que d'autres et la recherche d'une dépense productive s'assurer que tout euro supplémentaire dépensé permet effectivement l'amélioration du dispositif concerné. Ce n'est par exemple pas le cas pour la santé. Il ne s'agit pas de préconiser la baisse des ressources affectées à la santé (ce n'est en tout cas pas ma position) mais de garantir que les dépenses engagées se traduisent concrètement par une amélioration de l'état de santé des Français, ou une réduction des inégalités sanitaires.

Cela implique, ce qui n'est pas consensuel (pas plus à gauche qu'à droite) de fixer des critères précis d'évaluation des politiques voire des objectifs chiffrés : une politique de l'emploi doit-elle viser prioritairement certaines catégories ou non ? Quelles sont les priorités d'une politique de santé publique ? Et peut-on se fixer un objectif de réduction de la pauvreté en 5 ans, ou du nombre d'enfants obèses....

- **redéfinir les principes de l'Etat protecteur** en mettant l'accent sur les politiques de prévention et pas seulement de réparation.